



Le lanceur d'alerte et journaliste Boris Bertolt annonce dans la matinale du mercredi 24 janvier 2024 que le président camerounais Paul Biya se prépare à remplacer le président du Sénat, Marcel Niat Njifenji, par Jean Nkuete en mars 2024.

Selon Boris Bertolt, à travers les rapports médicaux inquiétants concernant l'état de santé critique de Niat Njifenji, hospitalisé depuis plusieurs semaines dans un hôpital européen, Paul Biya aurait déjà pris la décision de le remplacer. Il aurait discrètement envoyé il y a quelques semaines le premier vice-président du Sénat, Aboukabary Abdoulaye, pour évaluer la situation. Ce dernier serait revenu avec de grandes inquiétudes quant à l'état de santé de Niat Njifenji, informe le lanceur d'alerte.

Ce possible remplacement du président du Sénat s'inscrit dans un contexte politique tumultueux, avec notamment la convocation en janvier des sessions du Parlement pour le mois de mars, une convocation inhabituellement précoce. Certains y voient un message à Niat et à Cavaye, président de l'Assemblée nationale.

La succession de Niat Njifenji nécessiterait des contorsions juridiques pour permettre à Jean Nkuete, secrétaire général du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), d'être nommé sénateur par le chef de l'État avant d'accéder à la présidence du Sénat. L'idée évoquée par les proches de Paul Biya serait une "démission pour

incapacité" de Niat d'ici mi-février 2024, ce qui permettrait à Nkuete d'occuper le poste sans organiser d'élections partielles pour les sénateurs décédés.

Jean Nkuete, qui reste fidèle parmi les derniers fidèles de Paul Biya dans la région de l'Ouest, serait la dernière cartouche du président camerounais. Par ailleurs, selon l'entourage proche de Paul Biya, l'Assemblée nationale changerait également de tête en mars 2024. Cavaye, actuel président de l'Assemblée, aurait profondément irrité le chef de l'État lors de la dernière cérémonie des vœux en ne respectant pas certaines de ses instructions.

Cette annonce de possibles remaniements politiques majeurs suscite de vives réactions et fait planer une certaine incertitude sur le paysage politique camerounais.

Affaire à suivre.
